

# Préface

## Dans le collimateur : quelques moments clefs de la révolution cubaine (1959-1992)

Néstor Ponce

Professeur à l'Université de Rennes II, il est l'auteur de plusieurs livres d'études littéraires et culturelles, dont *Diagonales del género. Estudios sobre el policial argentino* (2001) et *Argentine : crise et utopies* (2001). Il a publié quatre romans et un recueil de nouvelles. Dernières parutions : *Perdidos por ahí* (nouvelles, Siglo XXI, Mexico, 2004), *Hijos nuestros* (roman, Mexico, El Viejo Pozo, 2004), *Una vaca ya pronto serás* (Prix International de roman Siglo XXI, Mexico, 2006), *La bête des diagonales* (roman, André Dimanche éditeur, 2006). Il a été professeur invité à l'Université Nationale de La Plata (Argentine), à l'Université Nationale Autonome de Mexico et à l'Université Nationale Autonome de Chiapas.

---

Si, dans la pensée mythique, le jour de l'an indique l'entrée dans un nouveau cycle qui renouvelle les épisodes de la vie et de la mort, le 1<sup>er</sup> janvier 1959 est un instant qui marque un changement transcendantal dans l'histoire de Cuba et dans l'histoire du monde contemporain : l'entrée dans une période de transformations et de convulsions décisives, une période qui, par ailleurs, va générer de nouveaux mythes, ceux-ci parfaitement inscrits dans les vents de l'Histoire. Édouard Bailby a dit à juste titre que « la révolution cubaine était la revanche de l'Amérique latine sur l'Histoire<sup>1</sup> ».

C'est en effet le 1<sup>er</sup> janvier 1959, « année de la libération », que le groupe de guérilleros du Mouvement 26 Juillet (date anniversaire de l'attaque à la Caserne Moncada, en 1953, dirigée par Fidel Castro et son frère Raúl) fait son irruption triomphale dans les rues de Santiago de Cuba. Castro et les siens (Ernesto « Che » Guevara, Camilo Cienfuegos...) étaient arrivés fin 1956, à bord du yacht « Granma », sur les

---

1. Édouard Bailby, « Chronique d'un observateur de la révolution », in Maurice Lemoine (éd.), *Cuba. 30 ans dans la révolution*, Paris, Autrement, 1989, p. 42.

côtes cubaines, pour s'organiser dans la Sierra Maestra et lancer l'insurrection générale. Le dictateur, le militaire Fulgencio Batista – qui avait pris le pouvoir après le coup d'État du 10 mars 1952, renversant le président constitutionnel Carlos Prío Socarrás – s'avoue vaincu et quitte le pays dans la nuit du 31 décembre, à bord d'un avion qui le conduit aux États-Unis. Le jeune avocat Fidel Castro Ruz (né en 1926), nommé Premier ministre le 13 février, pouvait alors mettre en route son programme de transformations – pas encore socialiste –, déjà annoncé en 1953 dans son plaidoyer connu sous l'appellation de « *La historia me absolverá*<sup>1</sup> » : amélioration des conditions de vie des démunis (distribution de terres, baisse de loyers), lutte contre le chômage, disparition de la prostitution et la mendicité, industrialisation du pays, lutte contre la corruption et les abus, réforme éducative... Parmi les premières mesures de taille, on retiendra la proclamation, en mai, de la réforme agraire, sous l'égide de l'Instituto Nacional de Reforma Agraria (INRA).

La rupture avec les États-Unis, qui incluaient Cuba dans leur aire d'influence et de sécurité, est bientôt effective et, sous pression américaine, l'île est exclue de l'Organisation des États Américains (OEA) en janvier 1962 à Punta del Este (Uruguay), mesure qui venait ainsi s'ajouter à l'embargo. Entre-temps, le gouvernement castriste nationalise la compagnie de téléphone, les usines sucrières appartenant aux Américains, ainsi que des raffineries de pétrole et, dès la même année 1960, entame une politique de rapprochement avec l'Union soviétique et les pays de l'Est. L'URSS livre gratuitement des armes pour équiper les Forces Armées Révolutionnaires (FAR). L'ensemble des compagnies étrangères passe à l'État cubain et la loi de réforme de la propriété urbaine est votée. Toutes ces dispositions sont accompagnées par une grande mobilisation populaire, dont l'un des exemples les plus significatifs est la campagne d'alphabétisation qui démarre le 1<sup>er</sup> janvier 1961 et qui entraîne dans les coins les plus reculés du pays des brigades d'étudiants et d'enseignants (100 000 volontaires), puis la participation de tout le peuple à la coupe de la canne à sucre – avec un volontarisme qui va finir par nuire à la production.

L'isolement cubain sur le plan régional n'arrête pas le gouvernement et dans un discours largement diffusé, Castro annonce le « caractère socialiste de la révolution » en avril 1961. Le petit pays caribéen

---

1. Le 16 octobre 1953, Castro assume sa défense devant le tribunal qui le juge pour l'attaque d'une caserne militaire. Il termine par ces phrases : « En cuanto a mí, sé que la cárcel será dura como no la ha sido nunca para nadie, preñada de amenazas, de ruín y cobarde ensañamiento, pero no la temo, como no temo la furia del tirano miserable que arrancó la vida a setenta hermanos míos. Condenadme, no importa. La historia me absolverá. »

se retrouve tout d'un coup sous les projecteurs de l'actualité politique mondiale et devient le terrain d'un affrontement à peine voilé entre les États-Unis et l'URSS, en pleine guerre froide. La paix du monde semble compromise : John Kennedy et la Central Intelligence Agency (CIA) essuient un échec politique retentissant lorsque les troupes anti-castristes, financées par Washington, sont écrasées à Bahía de los Cochinos, dans une tentative désespérée d'invasion pour renverser le nouveau régime. Pour accentuer la pression, Kennedy décide alors le blocus économique total<sup>1</sup>. La découverte de fusées soviétiques R-12 sur le sol cubain (à Pinar del Río), détectées par des avions américains de surveillance, met le monde au bord d'une troisième guerre mondiale, dans laquelle le nucléaire peut jouer un rôle déterminant. Ce n'est qu'en octobre que Nikita Khrouchtchev accepte le retrait du matériel militaire, après médiation des Nations unies et de plusieurs émissaires internationaux. La planète reprend son souffle. Dès lors, les attaques des États-Unis, à travers le soutien aux « contrarrevolucionarios », les tentatives d'attentats sur la personne de Castro ou les pressions économiques et politiques ne vont plus cesser. Au cours de ces premières années, le régime va bénéficier d'un large soutien des intellectuels européens et latino-américains. Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Carlos Fuentes, Mario Vargas Llosa, Juan Goytisolo, Susan Sontag, Gabriel García Márquez, se rendent sur l'île pour afficher leur sympathie envers les « Barbudos ».

Deux événements majeurs marquent l'intérêt que la révolution porte à la culture : en 1959 sont fondés l'Institut Cubain des Arts et des Industries Cinématographiques (ICAIC, le 24 mars) et la Casa de las Américas (28 avril), dont les activités (bourses, cours, prix littéraires...) vont attirer un grand nombre d'intellectuels latino-américains. En avril 1961 se tient à La Havane le Premier Congrès latino-américain d'écrivains et artistes.

---

1. Les premières mesures de représailles ont eu lieu le 19 octobre 1960. Gabriel García Márquez évoque ainsi cette journée : « Il n'y avait pas un secteur de la consommation qui ne fût dépendant des États-Unis. Les rares fabriques d'articles qui avaient été installées à Cuba pour mettre à profit la main-d'œuvre bon marché, étaient dotées d'équipements de seconde main, démodés dans leur pays d'origine (...) Malgré une telle situation de dépendance, les habitants des villes continuaient à dépenser sans compter alors que le blocus était déjà une réalité brutale ». Cf. « La Havane au temps du blocus », in Maurice Lemoine (éd.), *Cuba. 30 ans dans la révolution*, Paris, Autrement, 1989, p. 25-33.

## **Indépendance sur le plan extérieur, contrôle sur le plan intérieur**

Entre-temps, le régime castriste tente de multiplier ses actions sur le plan de la politique internationale. En 1960, le « Líder Máximo », dans la Première Déclaration de La Havane, lance un appel ardent au soulèvement des peuples latino-américains contre l'impérialisme yankee. En 1963, Fidel réalise son premier voyage officiel en URSS. Le rapprochement avec les Soviétiques se traduit par la signature de plusieurs accords économiques (1963, 1964, 1965...), mais Cuba garde au cours de ces premières années un point de vue indépendant, notamment en matière internationale. Ainsi, en 1967, le soutien cubain aux mouvements de libération dans le tiers-monde est en contradiction avec les prises de position de Moscou, mais l'année suivante, à la surprise de l'opinion politique mondiale, La Havane ne condamne pas l'invasion soviétique à Prague.

Le sucre cubain, principale ressource, devient entre-temps la monnaie d'échange (« l'industrie lourde », aux dires de Castro lui-même), permettant de trouver une voie rapide vers l'industrialisation. En parallèle, la grande propriété rurale est démantelée avec la nouvelle loi de réforme agraire (1963). En 1965, la « zafra » dépasse les 6 millions de tonnes. Ces mesures s'accompagnent d'une accélération des réformes agraires, qui créent des coopératives et anéantissent les latifundia. Mais compte tenu du blocus instauré par les États-Unis, la situation de l'île se complique. L'ambitieux projet de la récolte record de sucre (10 millions de tonnes en 1970) se solde par un échec, même si le chiffre de 8,5 millions est atteint (voir *infra*). Cependant, les dispositions révolutionnaires peuvent compter sur le soutien de la population, et les progrès en matière d'éducation et de santé sont évidents.

Les confrontations d'intérêts et les positions idéologiques divergentes ont éclaté dès le début de la révolution cubaine, à travers la lutte de courants internes et les tentatives de contrôle d'une faction sur une autre. En effet, en juillet 1959, le président désigné par les rebelles, Manuel Urrutia, accusé de réformisme, est démis de ses fonctions et remplacé par Osvaldo Dorticós, beaucoup plus proche des radicaux. Peu après, le chef révolutionnaire Húber Matos dénonce la présence des marxistes dans les rangs des révolutionnaires. Dès 1960, le gouvernement crée les Comités de Défense de la Révolution (CDR), chargés de surveiller les quartiers et de détecter les activités contre-révolutionnaires. Les milices populaires se structurent, tandis que les collégiens et les lycéens subissent un encadrement militarisé. En 1963, éclate l'affaire Aníbal Escalante, connue aussi sous le nom de « crise du sectarisme », qui se termine par l'expulsion d'un groupe pro-Moscou au

sein du mouvement révolutionnaire. Cette affaire est suivie, en 1968, par celle de la « micro-fraction » pro-soviétique. Au milieu des années 80, un autre conflit va opposer, au sein du Parti, les « pro-soviétiques », maintenant bien plus nombreux, aux secteurs « orthodoxes ».

Les milieux intellectuels ne sont pas non plus épargnés. À l'euphorie des premiers moments, succède un contrôle de plus en plus pressant des moyens de communication, y compris de ceux qui soutenaient le régime, comme le quotidien *Revolución* et son supplément culturel *Lunes*, dirigés respectivement par deux futurs exilés, Carlos Franqui et le grand romancier Guillermo Cabrera Infante. En 1961, dans ses « Palabras a los intelectuales », Castro avait annoncé les grandes lignes de la future politique culturelle : « Dentro de la revolución todo, fuera de la revolución nada ». Il faut bien entendu replacer cette phrase dans le contexte de l'époque, caractérisé par l'agression américaine, mais il n'en est pas moins vrai que dès lors certains intellectuels ont commencé à être victimes de la censure, comme ce fut le cas d'un autre grand écrivain et homme de théâtre, Virgilio Piñera<sup>1</sup>. L'exil, qui avait frappé historiquement l'île (José Martí, Alejo Carpentier), impose à nouveau sa loi et emporte Néstor Almendros, Severo Sarduy, Lydia Cabrera, Celia Cruz, Gaston Baqueros, Jorge Manach. Entre 1964 et 1967, le gouvernement met en place les « Unidades Militares de Ayuda a la Producción » (UMAP). Ce sont en fait des « camps de rééducation » ambulants (pour les homosexuels ou les témoins de Jehovah).

À côté des restrictions, les réalisations : la maison d'édition *Nacional* est créée en 1962 (sous la direction d'Alejo Carpentier), l'Institut du Livre en 1967. Il sera chargé de fournir gratuitement des livres aux étudiants. Les prix des publications de textes aussi bien classiques que modernes chutent et sont largement accessibles à la population. En 1973, l'Institut a déjà publié 100 millions d'exemplaires. À la Casa de las Américas, les jeunes musiciens Pablo Milanés (un ancien des UMAP...) et Silvio Rodríguez vont renouveler la musique cubaine et lancer le mouvement de la « Nueva Trova », dont l'un des premiers succès sera la compilation en hommage au « Che », *Hasta la victoria siempre*. Sous la direction de Alicia Alonso – « Prima Ballerina Assoluta » –, le *Ballet Nacional de Cuba*, quant à lui, obtient la reconnaissance des spécialistes du monde entier. En 1968, le Congrès culturel international célébré à La Havane connaît un énorme succès.

Aux restrictions économiques qui rendent la vie quotidienne difficile pour les secteurs les plus aisés (apparition de la « libreta », carnet de

---

1. Leonardo Padura évoque la vie de Virgilio Piñera dans son roman *Pasado Perfecto* (2000). Voir l'article « Leonardo Padura et le roman policier cubain » de Néstor Ponce, in *813*, n°96, Paris, mars 2006, p. 5-11. Piñera a été victime de la persécution surtout dans les années 70. Voir dans ce même volume l'article de Carlos Espinoza Domínguez.

rationnement qui garantit l'alimentation de l'ensemble de la population), il convient d'ajouter des mesures de répression, comme la tristement célèbre « Nuit des trois P » (prostitués, homosexuels, proxénètes)<sup>1</sup> en 1961, lorsque une importante razzia eut lieu à La Havane. La « morale » révolutionnaire impose alors des conditions de vie strictes, proches d'un « puritanisme » qui fait penser à la révolution culturelle en Chine. L'Église est aussi victime de persécutions et prêtres et religieuses quittent l'île. En 1969, une lettre pastorale condamne le blocus économique américain, mais le déclin des croyances religieuses est annoncé haut et fort par le régime (le pourcentage de pratiquants aurait chuté vertigineusement, pour atteindre 2% en 1987<sup>2</sup>).

En parallèle au contrôle strict de la situation intérieure, le Mouvement du 26 Juillet se structure en tant que formation politique. En 1961, le M-26 s'allie au Parti Socialiste Populaire et au Directoire du 13 Mars, pour fonder les Organisations Révolutionnaires Intégrées (ORI), qui devient en mars 1962 le Parti Uni de la Révolution Socialiste de Cuba (PURSC). À la fin de cette même année, Castro se déclare marxiste-léniniste et l'année d'après, dans la Deuxième Déclaration de La Havane, le régime annonce « le caractère socialiste de la révolution ». En 1965, le 1<sup>er</sup> octobre, alors que les tentatives de contrôle étatique sur l'économie prennent forme, les dirigeants refondent le PURSC qui devient le Parti Communiste Cubain (PCC).

En 1967 (8 octobre), victime de sa volonté de propager la révolution mondiale, le « Che » Guevara meurt en Bolivie. Extrêmement populaire, président de la délégation cubaine à la conférence de l'OEA à Punta del Este (1962), il avait néanmoins quitté l'île l'année suivante avec le soutien de Castro, affirmant : « D'autres terres réclament le concours de mes modestes efforts. » Le « foyer révolutionnaire » qu'il avait songé installer en Amérique du Sud s'éteint, tandis que le gouvernement cubain renforce son soutien au Vietnam dans le cadre de l'« Offensive Révolutionnaire ». La Havane confirme sa politique « internationaliste » et fournit une aide militaire considérable aux mouvements de libération nationale africains, en particulier en Angola et en Éthiopie, rappelant au passage l'importance de la traite et l'arrivée massive des esclaves dans l'île sous l'Empire colonial espagnol. Cuba devient une base d'entraînement militaire pour plusieurs guérillas africaines et des troupes cubaines sont envoyées dans plusieurs pays du continent noir (intervention en Angola en 1975 ; en Éthiopie en

- 
1. Le thème de l'homosexualité et les réticences qu'il suscite dans la société cubaine en 1970 sera traité avec finesse et intelligence dans le film *Fresa et chocolate* (1993), de Tomás Gutiérrez Alea et Juan Carlos Tabío, adaptation du récit de Senel Paz « El lobo, el bosque y el hombre nuevo ».
  2. À partir des années 1990 la situation semble s'inverser. L'Église catholique et les communautés protestantes multiplient leurs activités et rencontrent un grand écho parmi leurs fidèles. Les pratiques liées aux anciennes traditions africaines sont aussi en augmentation.

1978). C'est dans ce même cadre que l'année 1967 est dédiée à Guevara, « le Guérillero héroïque ». En 1970, Castro signe des accords d'échanges avec le Chili socialiste de Salvador Allende. Le processus démocratique qui voit le jour dans plusieurs républiques hispano-américaines rompt l'isolement du régime sur le plan continental. Fidel Castro effectue lui-même plusieurs missions et de nombreux accords de coopération sont signés. Mais la situation des pays voisins va changer peu à peu à partir du coup d'État de Pinochet au Chili en 1973.

### **L'échec de la « zafra » de 10 millions**

En 1970, Fidel avait fixé comme objectif suprême la « Zafra de los Diez Millones<sup>1</sup> », proposition qui visait à battre le record de la récolte de la canne à sucre pour atteindre un sommet qui permettrait à l'économie cubaine d'appuyer sa planification sur des bases plus solides. Mais cet objectif n'est pas atteint : Fidel fait alors son autocritique publique le 26 juillet et lance une campagne de participation populaire aux décisions politiques (1970). Une campagne de réformes est mise en route, faisant suite à l'échec économique, ce qui est à mettre en rapport avec la réorganisation politique interne, la recomposition de forces sur le plan international et la volonté de planification économique. En décembre, la Commission intergouvernementale soviéto-cubaine, organisme chargé de planifier les rapports économiques entre les deux partenaires et qui, dans les faits, accentue la dépendance vis-à-vis de Moscou, voit le jour. Cuba concentre sa production sur le sucre, les fruits tropicaux, le nickel, puis la pêche, mais doit importer des produits industriels, des céréales, du coton.

À partir de l'année 1975 (au cours de laquelle Castro est réélu premier secrétaire et son frère Raúl désigné comme le numéro deux), la révolution amorce un processus d'institutionnalisation qui se traduit par le premier congrès du Parti Communiste (qui compte 200 000 membres), le développement du Pouvoir Populaire et la mise en place d'accords commerciaux avec les pays socialistes (Conseil d'Aide Économique Mutuelle, CAEM). L'année suivante, un référendum approuve la Constitution socialiste (95,7% de « oui » parmi la population des plus de 16 ans). Le Pouvoir Populaire, qui représente les masses, est à l'origine de l'Assemblée Nationale, afin de légitimer la démocratie socialiste. C'est elle qui désigne Castro comme « Chef de l'État » et commandant en chef des Forces Armées en décembre 1976. L'opinion publique internationale critique les cumuls de fonctions du chef. C'est également le début de la planification à long terme de la santé, avec

---

1. Le projet fut annoncé dans un discours fleuve, prononcé à La Havane en janvier 1969, devant un million de personnes.

les « médecins de famille » (quartiers urbains et zones rurales) et une large participation du peuple dans la gestion. Le régime encourage aussi l'initiative privée à la campagne, qui se traduit par l'autorisation en 1980 des « marchés libres » (« mercados libres » ; sous la pression des dirigeants pro-Moscou, ces marchés seront fermés en 1986). Quant à l'éducation dans les zones rurales, l'État assure les enseignements jusqu'au niveau du baccalauréat. En matière économique, le premier plan quinquennal voit le jour (1976-1980). Mais ces projets sont en partie perturbés par différentes catastrophes naturelles, comme les cyclones David (1979) et Allen (1980), les maladies qui affectent les plantations de tabac et de canne à sucre, ainsi que la peste porcine qui frappe le cheptel. Par ailleurs, les systèmes d'exploitation industrielle et des services sont jugés inefficaces, et les pertes dues à ces négligences sont considérables. Les objectifs sont alors revus à la baisse et les transformations industrielles prévues sont rapportées au deuxième plan quinquennal (1981-1985).

L'administration décrète une nouvelle organisation politique, avec le passage de six à quatorze provinces<sup>1</sup>. L'objectif est d'éviter la concentration croissante de la population dans la capitale, La Havane. Ces mesures ont permis un développement des capitales de province. La population de l'île dépasse alors le seuil des dix millions d'habitants.

En 1970, la revue *Pensamiento crítico*, qui publiait des articles parfois éloignés du marxisme orthodoxe et qui diffusait la pensée révolutionnaire du tiers-monde et de l'Europe, fut interdite. L'année suivante éclate « l'affaire Padilla<sup>2</sup> », expression qui fait allusion à l'arrestation du poète Heberto Padilla, auteur d'un recueil critique à l'égard du régime, *Hors-jeu*, qui avait reçu un prix littéraire (celui de la Unión de Escritores y Artistas de Cuba, UNEAC) par un jury où figuraient entre autres José Lezama Lima. Le poète est jeté en prison et réapparaît quelque temps après pour faire une « autocritique » publique, dans le plus pur style des « repentis » staliniens. C'en est trop pour des intellectuels qui avaient soutenu ouvertement la cause de la révolution et c'est la première rupture du régime avec le milieu intellectuel international. Par ailleurs, le discours dogmatique prononcé par Fidel Castro lors du Premier congrès national d'éducation et de la culture (avril 1971) n'arrange pas les choses.

En 1961, le gouvernement avait fondé l'Institut National d'Éducation Physique et des Loisirs (INDER). Peu à peu, grâce à l'appui des pays de

- 
1. À l'heure actuelle, quatorze provinces et une municipalité spéciale (« municipio especial ») : Camagüey, Ciego de Ávila, Cienfuegos, Ciudad de La Habana, Granma, Guantánamo, Holguín, Isla de la Juventud, La Habana, Las Tunas, Matanzas, Pinar del Río, Sacti Spiritus, Santiago de Cuba, Villa Clara.
  2. Pour le « Caso Padilla », voir dans ce même volume les articles de Raúl Caplán Levi et Carlos Espinoza Domínguez.



l'Est, le sport cubain s'organise et dans les années 70, les premiers fruits de ce travail se traduisent par l'obtention d'importantes médailles aux Jeux Olympiques de Munich. Depuis lors, les sportifs cubains excellent : athlétisme, boxe, base-ball, volley-ball, escrime, judo, etc. Des champions comme Teófilo Stevenson (boxe, poids lourd), Alberto Juantorena (800 et 400 m) inscrivent à jamais leurs noms au palmarès du sport mondial faisant ainsi rayonner le sport individuel et collectif de la petite île.

### **Les années de crise**

En 1978, la crise économique frappe le pays. L'embargo américain accentue sa pression et pour éviter le mécontentement sur le plan intérieur, La Havane ouvre le dialogue (« Diálogo 1978 ») avec les représentants les moins radicaux de l'exil en Floride. La communauté cubaine aux États-Unis est estimée alors à un million de personnes. Certains Cubano-Américains peuvent se rendre sur l'île et envoyer des devises et des cadeaux à leurs familles. L'immigration avait commencé dès les premières années de la révolution. Elle concernait au départ les familles de la haute bourgeoisie et les propriétaires terriens, dont les richesses avaient été expropriées, mais elle a touché ensuite de nombreux professionnels et cadres techniques qui n'adhéraient pas aux transformations prônées par le régime (ces immigrés sont appelés la « vermine », les « gusanos ») et qui furent autorisés à quitter le pays. Cependant, à partir des années 60, les déplacements des citoyens à l'étranger étaient interdits.

Malgré l'ouverture de 1978 annoncée en matière culturelle avec la création du ministère de la Culture l'année précédente, la tension sociale grandit dans le pays et Castro amplifie encore son contrôle politique, cumulant les responsabilités ministérielles dans les affaires intérieures, la culture, la santé publique et la direction des Forces Armées. En 1979, lors du sommet de La Havane, le « líder máximo » est élu président du Mouvement de Paix des Non-Alignés. Mais quelques mois après, en 1980, éclate la « crise des ambassades ». Des milliers de Cubains occupent les représentations diplomatiques à La Havane et réclament l'asile politique. Cent trente mille personnes sont autorisées à quitter l'île – alors que le nombre de citoyens désirant partir avoisinait le million... –, après de graves incidents à l'ambassade du Pérou. Les « marielitos » – du nom du port de Mariel – quittent la capitale cubaine en direction des États-Unis (parmi eux l'écrivain Reinaldo Arenas, qui avait passé de longs mois en prison). De nombreux spécialistes voient dans cette volonté d'abandonner leur pays le signe d'un échec de la politique socialiste. Les organisations anti-

castristes de Miami<sup>1</sup> annoncent la chute imminente du régime castriste et, avec le soutien de Washington, commencent à émettre, en 1985, sur les ondes de « Radio Martí » qui peut être captée dans l'île malgré le brouillage des ondes et qui devient un forum de l'opposition la plus radicale. L'autorisation de « Radio Martí » entraîne la suspension des accords avec les exilés, jusqu'en 1987. Cette politique « dure » est confirmée avec la réélection de Fidel et Raúl Castro aux plus hautes responsabilités de l'État, lors du III<sup>e</sup> Congrès du PCC, tenu en février 1986.

Les prix internationaux du sucre sont au plus bas en 1982 et La Havane signe des accords préférentiels avec l'URSS et le CAEM qui prévoient une augmentation des surfaces cultivées (de 50 à 66%). Le régime tente, sans grand succès, de trouver des ouvertures commerciales vers l'Europe ou le Mexique. Vers la fin des années 1980, 86,8% des exportations et 80% des importations concernent l'URSS et la CAEM ; la dette extérieure avec les pays occidentaux augmente de plus en plus. La fermeté de l'administration Reagan empêche toute possibilité de négociation avec les États-Unis. Sur le plan intérieur, les dégradations des conditions de vie encouragent le développement de la prostitution (les « jineteras »), de la spéculation de devises, du marché noir. De nouvelles formes de délinquance voient également le jour. Dans cette période, plusieurs dirigeants et officiers cubains s'exilent en Occident (parmi eux, le général Rafael Del Pino et le patron du service d'intelligence – « Seguridad Cubana » – Florentino Azpillaga). Au sein du Parti Communiste, le débat s'intensifie entre les pro-soviétiques qui suivent le vent des réformes de Moscou et les tendances plus orthodoxes – sous la direction de Castro lui-même.

La situation politique change à nouveau en Amérique latine et le retour des démocraties, avec la reprise des relations diplomatiques avec La Havane, donne de l'oxygène au régime. Des accords de coopération sont signés avec plusieurs pays de la région.

La *perestroïka* et la *glasnost* commencent en Union soviétique et les réformes vont s'étendre rapidement aux autres pays de l'Est. En 1989, Mikhaïl Gorbatchev se rend à Cuba et signe de nouveaux accords, mais la réticence des castristes à l'ouverture politique et économique est flagrante, ce qui entraîne un rapprochement avec la Chine communiste (1990). Éclate alors (1989<sup>2</sup>) l'énorme scandale du procès de hauts fonctionnaires militaires liés au blanchissement d'argent en provenance de la drogue du « Cartel de Medellín ». Un Tribunal déclare coupables ces héros de la révolution (le général Arnaldo Ochoa et trois

---

1. Le quartier de « Little Havana », à Miami, réunit environ la moitié de l'immigration cubaine aux États-Unis.

2. C'est également l'année du décès du « poète national », Nicolás Guillén, à 87 ans.

autres officiers) qui sont fusillés, tandis que la télévision diffuse les images du procès. La chute du mur de Berlin met fin aux régimes communistes en Europe (Fidel a appelé ce processus « *el desmerengamiento* »). C'est aussi la fin du pacte de Varsovie.

En 1991, les rapports économiques de l'URSS avec Cuba changent radicalement d'orientation. La vente de pétrole à un prix subventionné est stoppée et une grave crise frappe Cuba. Des produits de base manquent cruellement à la population. C'est le début d'une véritable économie de guerre, alors que le blocus américain persiste et que les lois Torricelli et Helms-Burton durcissent encore les conditions de ce blocus en 1992 : la « période spéciale en temps de paix », décrétée par Castro, qui concerne en particulier la distribution d'essence et d'électricité. Des milliers de vélos fabriqués en Chine circulent dans les villes et villages cubains ; à la campagne, les bœufs remplacent les tracteurs ; partout, le jaune d'œuf est utilisé comme colle et le caoutchouc des pneus comme élastique pour les culottes. Plus de 70 000 emplois publics sont supprimés. Un nouveau flux de candidats à l'exil frappe à la porte des ambassades (en particulier celle de l'Espagne), mais cette fois-ci le régime durcit sa position et coupe court à toute tentative d'abandon du pays. Cela entraîne la naissance d'un nouveau phénomène : les « *balseros* ». Le terme désigne les Cubains qui, poussés par le chômage et la misère, construisent des embarcations de fortune pour quitter l'île et atteindre les côtes américaines (rappelons que la distance entre la capitale cubaine et les côtes de la Floride est de 90 milles<sup>1</sup>). Des familles entières périssent dans ces tentatives désespérées.

Sans aucune surprise, Castro est réélu Premier Secrétaire du Parti, lors du IV<sup>e</sup> Congrès tenu à Santiago de Cuba (deuxième ville du pays) en octobre 1991. Les délégués votent aussi la disposition qui prône l'élection directe des députés à l'Assemblée nationale et la défense du socialisme et des conquêtes de la révolution. Mais poussé à la défensive, le régime prend quelques dispositions d'ouverture. En premier lieu, il autorise par la voix du nouveau responsable de l'économie, Carlos Lage, la circulation du dollar américain (jusqu'alors seulement utilisé dans les transactions officielles et pour le tourisme) et, surtout, commence une politique de développement du tourisme (50 000 visiteurs en 1975 ; 106 000 en 1981 ; 200 000 en 1987 ; objectif : 500 000 en 1992), promise à devenir la principale ressource du pays au détri-

---

1. C'est en 1995 que la grave crise des « *balseros* » atteint son point culminant. Cette année, des citoyens réalisent de véritables opérations de commando pour s'emparer d'embarcations. Des émeutes éclatent à La Havane et Castro intervient directement pour calmer les esprits et éviter un bain de sang.

ment du sucre (dont la « zafra » de 1993 atteint à peine 4,5 millions de tonnes, soit 40% de moins que celle de 1992<sup>1</sup>).

Au moment du cinquième centenaire de l'arrivée de Christophe Colomb à Cuba, l'île est toujours dépendante d'un seul produit, le sucre. Plus d'un siècle après l'indépendance, le projet de José Martí de libérer l'île de l'esclavage de cet unique produit – la monoculture – n'a toujours pas abouti.

### **Indications bibliographiques**

- AUROI Claude, *La nouvelle agriculture cubaine*, Paris, Anthropos, 1976.
- CASTRO Fidel, *Bilans de la révolution cubaine*, Paris, Maspéro, 1976.
- LAMORE Jean, *Cuba*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980.
- LANGUEPIN Olivier, *Cuba. La faillite d'une utopie*, Paris, Gallimard, 1999.
- LEMOINE Maurice (éd.), *Cuba. 30 ans dans la révolution*, Paris, Autrement, 1989.
- LÓPEZ SEGRERA Francisco, *Cuba sans l'URSS (1989-1995)*, thèse, Paris, Université de Paris 8, 1995.
- SUÁREZ SALAZAR Luis, *El siglo XXI*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2000.
- SZULC Tad, *Fidel Castro. 30 ans de pouvoir absolu*, Paris, Payot, 1987.

---

1. Et 3,3 millions en 1995.